SOFIANE DJILALI,

«Le pouvoir actuel est

Entretien réalisé par
Brahim Taouchichet

L'ancien numéro 2 du Parti du renouveau algérien (PRA), créé avec Noureddine Boukrouh, a fait le deuil de la formation politique qui l'a fait naître au militantisme. Ce fut un échec complet, reconnaît-il. Après avoir consommé la rupture violente avec son alter ego d'alors et l'amertume qu'il garde de cette première expérience, il veut revenir au-devant de la scène politique et crée pour cela le parti Jil Jadid. C'était en avril dernier et depuis il attend l'agrément que le ministère de l'Intérieur ne semble pas du tout pressé à lui concéder. Soufiane Djilali, 53 ans, docteur en immunologie, n'a visiblement pas réussi à se prémunir du virus de l'engagement. Sans détour aucun, il nous livre ici le fond de sa pensée aux contours de confession presque.

***Le Soir d'Algérie* : Commençons par l'actualité. Jil Jadid dont vous êtes le coordinateur peine à avoir l'agrément. Du côté du ministère de l'Intérieur, c'est le silence radio. Il n'a même pas daigné vous recevoir. Pourquoi selon vous ? Si ce refus déguisé persiste, que prévoyez-vous d'entreprendre ?**

Soufiane Djilali : Ce qui arrive à Jil Jadid, les Algériens le comprennent trop bien. Dès qu'un citoyen veut entreprendre une action, c'est une levée de boucliers de l'administration. C'est le cas pour des dizaines d'associations, de syndicats ou d'initiatives citoyennes. C'est aussi le cas dans d'autres secteurs, économiques par exemple. L'administration algérienne est fondamentalement conçue pour dissuader les Algériens d'œuvrer par eux-mêmes. Le pouvoir algérien a, depuis le début, fonctionné sur le binôme inclusion/exclusion. Soit tu es avec moi, soit tu es contre moi. Tu fais partie de la tribu ou tu es exclu.

> «Le pouvoir algérien a, depuis le début, fonctionné sur le binôme inclusion/exclusion. Soit tu es avec moi, soit tu es contre moi.»

Tu es docile ou on te brise les reins. C'est un réflexe archaïque mais qui est fonctionnel si j'ose dire. A la décharge du pouvoir, il faut préciser que ce type de rapport fait partie de la mentalité ambiante. C'est le rapport dominant/dominé.

C'est ainsi que sont charpentés les rapports homme/femme, parents/enfants, patrons/salariés… D'ailleurs, ce mode de fonctionnement est très bien intériorisé, c'est-à-dire que les gens l'appliquent, sans même réfléchir, dans les deux sens : la même personne qui est «dominante» pour les uns, accepte naturellement d'être «dominée» par d'autres. Regardez autour de vous et vous trouverez de multiples exemples !Pour revenir à votre question, Jil Jadid ne se laissera pas faire. Nous ferons ce qui est en notre pouvoir, c'est-à-dire très peu en termes d'exécutif, mais beaucoup en termes de principe. Nous nous conformerons à la loi et Jil Jadid, comme les autres nouveaux partis politiques, les syndicats et les associations, sera agréé si les Algériens le décideront. Le pouvoir ne peut qu'évoluer vers l'ouverture démocratique si le pays le réclame. Cela demandera du temps, mais cela arrivera !

Des partis fondés bien avant le vôtre sont dans la même impasse bien qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité…

Absolument. Vous voulez que l'on parle le langage de vérité ? Eh bien, depuis la venue de M. Bouteflika, la vie politique a été étranglée. Il y a eu le 11 septembre 2001 et avec lui la politique de lutte antiterroriste dans le monde qui a justifié beaucoup de choses. Il y a eu aussi la manne pétrolière. Rajoutons à cela une véritable lassitude des Algériens qui voulaient croire en la paix. Bouteflika a séduit une bonne partie des Algériens qui étaient prêts à abandonner les libertés récemment acquises contre la sécurité. C'était en réalité un marché de dupes. Mais qui y pouvait quelque chose ? La démocratie a été remisée au fond du placard. Mais aujourd'hui, le vent à tourné. Les régimes qui ne l'ont pas compris se sont lamentablement effondrés en entraînant leur pays dans d'inextricables complications. Le pouvoir actuel est usé jusqu'à la corde. Dans quelques mois, il soufflera sa cinquantième bougie. Il est temps pour lui de se retirer dans la dignité. Les partis politiques doivent retrouver leurs marges de manœuvre, une nouvelle classe politique doit s'imposer par sa qualité, ses compétences et non pas par la corruption et le clientélisme. Il serait désastreux pour la nation que nos aînés qui ont libéré le pays laissent aux générations suivantes une image trop dégradée d'eux-mêmes. Une fin de régime dramatique serait une tragédie pour l'avenir. L'homme, par nature, est faible, mais à certains moments, il doit se transcender. J'ose croire que nos responsables se sentent moralement engagés par l'avenir du pays.

Photo : Sid Samir

Djilali Sofiane.

Les échéances électorales approchent, 2012 n'est pas loin.

Dans de telles conditions, vous risquez de ne pas être au rendez-vous, tout comme d'autres partis d'ailleurs qui se retrouveront exclus du fait de la nouvelle loi électorale.

> «Je dois le reconnaître et assumer ma part de responsabilité, le PRA a été un échec complet.»

J'ai la profonde conviction que le pouvoir a décidé que de toutes les façons pour la prochaine mandature législative, il n'y aura aucun changement significatif. Cela fait des mois qu'on nous parle de réformes. Pour quel résultat ? A peine de légers amendements à la loi électorale, et celle sur les partis politiques est pratiquement inchangée. Les réformes dépendaient d'une simple décision : appliquer les lois en cours. C'est tout. Il fallait juste donner instruction à la radio et à la télévision pour qu'elles ouvrent leur plateau et micros à l'opposition, et prier M. le ministre de l'Intérieur de délivrer les agréments aux partis politiques. Maintenant, seuls les actuels partis politiques à l'APN peuvent se préparer à cette élection. C'était donc délibéré. Le ministre de l'Intérieur vient de confirmer dans une déclaration à la presse ces dires ! C'est ce comportement retors qui écœure les Algériens. Ce pouvoir n'a cessé de trafiquer, de mentir, de corrompre, de se dédire… juste pour rester là où il est. Face aux vrais problèmes que doit affronter le pays, ce comportement est d'une mesquinerie innommable. Et apparemment, ceux qui sont au pouvoir en sont totalement inconscients. Récemment, je suis resté pantois lorsque j'ai lu qu'un haut personnage de l'Etat s'était indigné avec véhémence en s'écriant : «L'opposition veut nous prendre nos postes !» Je ne sais s'il faut en rire ou en pleurer. J'ai ressenti une profonde désolation en lisant ces propos. C'est tout simplement affligeant.

> «Depuis la venue de M. Bouteflika, la vie politique a été étranglée.»

La rentrée sociale promettait d'être houleuse. Le pouvoir tire son épingle du jeu puisque l'explosion que prévoyaient certains analystes n'a pas eu lieu ?

Le pouvoir tire son épingle du jeu ? Non ! Il a plutôt tiré l'argent de la tirelire nationale pour acheter un peu de calme ! Vous savez, personne ne peut prévoir quand les émeutes adviennent pour autant qu'elles soient spontanées. Cependant, tout le monde sent que la tension monte dans le pays. Par ailleurs, l'Algérie est directement concernée par ce qui se passe autour de nous. La bourrasque qui s'est levée depuis la Tunisie est toujours active. L'effroyable déconfiture du régime libyen et l'obsessionnelle folie répressive du pouvoir syrien devraient donner matière à réfléchir aux partisans du statu quo. Alors, que ceux qui comptent sur les ruses pour persister apprennent à mieux maîtriser leur amour immodéré du pouvoir. L'absolu déshonore peut facilement succéder à l'illusion de puissance. Quand je vois les tergiversations des Abdellah Saleh (président du Yémen, ndlr) et compagnie, je me dis qu'une pathologie grave est sous-jacente à ce comportement. C'est le même syndrome dans tous les pays arabes. C'est endémique. Alors, vous savez, personne ne peut vous dire exactement jusqu'à quand les Algériens pourront supporter cette situation. Pour le moment, la surface de l'eau est calme…

Et pourtant, chacun semble en attente de quelque chose…

Oui ! Fondamentalement, il y a eu un changement psychologique, un changement d'ambiance. Tout le monde perçoit que nous sommes arrivés à la fin d'un cycle. Subitement, l'ordre en place s'effrite. Les choses qui semblaient évidentes jusque-là sont remises en cause. L'autorité peut s'effondrer comme un château de cartes. Il y a une angoisse qui commence à flotter. Le risque est que le pouvoir, empêtré dans ses propres contradictions, finisse par se laisser aller à la paralysie, incapable qu'il est de prendre de véritables décisions. Et plus l'Etat s'affaiblit et plus les prédateurs deviennent entreprenants. Au sein du pouvoir, il y a de moins en moins d'hommes d'Etat et de plus en plus d'ambitieux sans envergure et sans vergogne.

A un moment donné, l'inutilité des institutions deviendra patente et la loi de la jungle reprendra le dessus. Chacun pensera à lui-même et à ses proches et de moins en moins à l'intérêt de la collectivité ou du pays. J'admets que la phase que traverse l'Algérie est périlleuse.

Il faut que les bonnes volontés se donnent la main. Je lance ici un appel aux Algériennes et aux Algériens qui veulent réagir à cet état de fait. Il faut s'organiser avant que le chaos ne s'infiltre dans la tête de chacun ! Sinon, le régionalisme, de plus en plus agressif, la cupidité sans bornes, la corruption la plus hideuse, envahiront irrémédiablement nos vies et l'avenir de nos enfants. Les forces centrifuges sont de plus en plus puissantes, le pays sera inéluctablement brisé !

Soufiane Djilali, longtemps numéro 2 du PRA (Parti du renouveau algérien) de Noureddine Boukrouh – candidat malheureux aux présidentielles et éphémère ministre du Commerce — , vous avez quitté ce parti en 1999. Qu'en avez-vous gardé comme expérience ? Par ailleurs, vous avez participé à la création le 5 février 2011 de l'ANC (Alliance nationale pour le changement) à forte coloration islamiste dont les dissidents du MSP, El-Islah, les Oulémas notamment ?

Commençons par la deuxième partie de votre question. Je n'ai jamais participé à la création de l'ANC.

El-Islah m'avait invité avec beaucoup d'autres personnalités politiques à une rencontre qu'il organisait en vue d'ouvrir un débat politique pluriel alors même que la rue algérienne bouillonnait. J'ai fait acte de présence durant une demi-heure. J'avais répondu à une invitation et dans la vie, il faut être poli. Il n'y a eu rien de plus. Mais revenons à la première partie de votre question qui, elle, est beaucoup plus significative. En 1989, lorsque je m'étais engagé au PRA, je n'avais aucune expérience politique. J'étais alors à Paris et m'occupais de petites cellules et de virus dans mon laboratoire de recherche.

Mais depuis longtemps, je m'intéressai de très près à la vie politique algérienne.